

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1922

FEUILLETON AU 10 FEVRIER 1922.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|-------|--|
| 1. | 1505. | Par pétition datée de Bruxelles,
Le sieur E. Smits, à Bruxelles, sollicite l'intervention
de la Chambre dans une affaire judiciaire. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 2. | 1506. | Par pétition datée de Louvain, le 27 novembre 1921,
Le sieur De Schouwer, Pierre, détenu à la prison
centrale de Louvain, sollicite la revision de la condam-
nation prononcée contre lui par un conseil de guerre. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 3. | 1507. | Par pétition datée de Vieux-Turnhout, le 20 octo-
bre 1921,
Le conseil communal de Vieux-Turnhout demande la
flamandisation de l'Université de Gand, la division de
l'armée en unités françaises et flamandes ainsi que la
revision des condamnations militaires et politiques. |
|----|-------|--|

Même pétition du conseil communal de Wijneghem.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'exa-
miner la proposition de loi relative à l'emploi des
langues dans les Universités de l'État.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.	1508.	Par pétition datée de Pont-à-Celles, le 5 novembre 1921,
----	-------	--

Le conseil communal de Pont-à-Celles demande la reprise par l'État des dettes contractées par les communes pendant la guerre.

Même pétition du conseil communal de Grivegnée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

5.	1509.	Par pétition datée de Seraing-sur-Meuse, le 26 octobre 1921,
----	-------	--

Le conseil communal de Seraing-sur-Meuse émet les vœux suivants :

1° Voir abolir l'article 117 de la Constitution relatif au paiement par l'État des traitements et des pensions des Ministres des Cultes;

2° Voir supprimer la 9^{me} disposition de l'article 69 de la loi provinciale qui met à charge des provinces les dépenses relatives aux cathédrales, palais épiscopaux et séminaires diocésains;

3° Voir supprimer les dispositions 9 et 13 de l'article 131 de la loi communale qui imposent aux communes les subsides aux fabriques d'église, etc.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

6.	1510. 1545.	Par pétition datée de Berchem, le 28 octobre 1921,
----	----------------	--

Le conseil communal de Berchem (Anvers) demande la flamandisation de l'Université de Gand et l'institution de conférences flamandes subsidiées.

Même pétition du conseil communal d'Eecloo.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État.*

7.	1511.	Par pétition datée de Londerzeel, le 17 octobre 1921,
----	-------	---

Le conseil communal de Londerzeel demande la flamandisation de l'Université de Gand et le vote d'une loi d'amnistie.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État.*

8.	1512.	Par pétition datée de Schaerbeek, le 15 novembre 1921,
----	-------	--

Le sieur Pauwels, Joseph, à Schaerbeek, sollicite

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement par le Ministère de la Défense Nationale de frais consécutifs à un accident survenu au front.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

9. 1513. Par pétition datée de Saint-Gilles-Bruxelles, le
1515. 2 décembre 1921,
Le sieur Otte, Arthur, détenu à la prison de Saint-Gilles, sollicite son élargissement.
Même pétition de la dame veuve Guillaume, Motte, née Bassilière, internée à Gheel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 1514. Par pétition datée de Dommartin, (Saint-Georges-sur-Meuse), le 5 décembre 1921,
La dame veuve Mousset-Burton, à Dommartin, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement du deuxième trimestre de la pension qui lui a été allouée en sa qualité de veuve de guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

11. 1516. Par pétition datée d'Etterbeek, le 28 novembre 1921.
Le conseil communal d'Etterbeek demande la revision de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'hygiène.*

12. 1517. Par pétition datée de Flobecq-Bois, le 10 décembre 1921.
1567. Le sieur Maloise Louis, à Flobecq-Bois, sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire de succession.
1573. Même pétition de la dame Rosa Franklin, épouse Van Huysse, à Ixelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

13. 1518. Par pétition datée de Fontaine-l'Évêque, le 10 décembre 1921.
La dame T'Sestigli, Georges, à Fontaine-l'Évêque, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions

paiement de la pension alimentaire que son mari doit lui servir en vertu d'un jugement.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

14. 1519. Par pétition datée de Quevaucamp.
Des habitants de Quevaucamp demandent l'abrogation de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative.

Même pétition d'habitants de Auvelais, Couillet, Charleroi, Chatelineau, Courcelles, Genappe, Gilly, Jemeppe-sur-Sambre, Jumet, Lodelinsart, Luttre, Marcinelle, Mons, Monceau-sur-Sambre, Mont-sur-Marchienne, Montignies, Moustier-sur-Sambre, Ransart et du cercle wallon luxembourgeois de Charleroi.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'hygiène.

15. 1520. Par pétition datée de Dinant, le 22 octobre 1921.
1535. Le conseil communal de Dinant demande la revision
1537. de la loi de 1881 sur l'enseignement moyen, en ce qui
1563. concerne les dépenses mises à charge des communes sièges d'un athénée ou d'une école moyenne.

Même pétition des conseils communaux de Braine-le-Comte, Chimay, Fleurus, Florennes, Hal, Huy, Jodoigne, Saint-Trond.

Même pétition du conseil communal de Louvain.

Même pétition du conseil communal de Houdeng-Aimeries.

Même pétition du conseil communal d'Alost, Anvers et Renaix.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

16. 1521. Par pétition datée de Paulaethem, le 15 octobre 1921.
1525. Le conseil communal de Paulaethem demande la revision
1527. de la loi sur l'alcool.
1539. Même pétition des conseils communaux de Bavichove,
1546. Beez, Bersillies-l'Abbaye, Bilstain, Boninne, Borsbeke,
1548. Bossières, Bouchaute, Bruxelles, Brye, Buzet, Charleroi,
1560. Chaudfontaine, Ciney, Clemskerke, Clercken-Houthulst,
1571. Damme, Desselghem, Dœurle, Ermeton-sur Biert,
1576. Erpent, Erweteghem, Etichove, Fosse-sur-Salm, Fouron-le-Comté, Frasnes-lez-Gosselies, Gesves, Gimnée, Gosselies, Goutroux, Hasselt, Hautem-Saint-Liévin,

Numéro
du
feuilletton.

Numéro
du registre des
pétitions.

Heure-le-Romain, Hingon, Hognoul, Hompré, Idderghem, Javingue-Sevry, Jemelle, Landeghem, Landelies, Lede, Leffinghe, Lemberge, Lobbes, Loncin, Marches-Dames, Melin, Moerkerke, Montegnée, Mont-Gauthier, Montigny-le-Tilleul, Moustier-sur-Sambre, Moët, Namur, Naomé, Natoye, Nederbrakel, Neuville, Nieuw-Cappelle, Nieuwmunster, Niverlée, Noville-les-Bois, Oost-Eecloo, Oude-Cappelle, Ouffet, Ousselghem, Oyghem, Petigny, Polleur, Rolleghe, Saint-Amand (Hainaut), Saint-André, Saint-Eloy, Saint-Remy, Saint-Trond, Santom, Selzaete, Seneffe, Silenrieux, Sinay, Sleydinge, Slype, Solré-Saint-Géry, Spontin, Steenkerke, Syssele, Temploux, Thielt, Thirimont, Thys, Vedrin, Viane, Villereille-le-Brayeux, Vinderhaute, Vlisseghe, Vorst, Vynckt, Wacken, Waereghem, Wanlin, Zande, Zerkeghem, Zuyenkerke et de l'Association des commerçants de Maugrétout à La Louvière.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 17. | 1522. | Par pétition datée de Vilvorde, le 6 décembre 1921, |
| | 1524. | Le conseil communal de Vilvorde demande que la |
| | 1531. | journée du 11 novembre soit considérée comme fête |
| | 1542. | nationale, en remplacement de celle du 4 août. |
| | 1544. | Même pétition des conseils communaux de Borgerhout, de Bruxelles, de Lessines, de Menin et d'Ostende, et de la section d'Hornu de la Fédération nationale des Combattants. |

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 18. | 1526. | Par pétition datée de Gosselies, le 9 décembre 1921,
Le conseil communal de Gosselies émet le vœu de voir autoriser les communes à augmenter le nombre des centimes additionnels à la taxe sur les automobiles. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 19. | 1528. | Par pétition datée de St-Ricquiers, le 15 novembre 1921,
Le conseil communal de St-Ricquiers demande :
1° la flamandisation de l'université de Gand ; 2° le vote |
|-----|-------|--|

Numéros du feuilletton.	Numéros du registre des pétitions.
-------------------------------	--

d'une loi d'amnistie pour les condamnés politiques et les anciens combattants.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.*

20	1529.	Par pétition datée de Webbekom, le 21 octobre 1921, Le conseil communal de Webbekom demande la flamandisation de l'université de Gand.
----	-------	---

Même pétition des conseils communaux d'Evere et d'Iseghem. Ce dernier demande en outre : 1° la revision de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative; 2° la division de l'armée en unités flamandes et françaises; 3° que les jugements soient rendus en flamand en Flandres.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.*

21.	1530. 1536. 1552.	Par pétition datée de Bruxelles, le 8 décembre 1921, Les président et secrétaire général du « Nationale Bond der Strijders », à Bruxelles, prient la Chambre d'exonérer les anciens combattants du paiement de la taxe professionnelle jusqu'à fin 1926.
-----	-------------------------	---

Même pétition des président et secrétaire de la section de Bruges de la Fédération nationale des Anciens combattants, à Bruges, et des président et secrétaire de la section de Roulers de la Fédération nationale des Anciens combattants, à Roulers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

22.	1532.	Par pétition datée de St-Nicolas, le 14 novembre 1921, Les président et secrétaire du « Vereeniging van Hout- en Bouwwerkers », à St-Nicolas, prient la Chambre de voter la proposition de loi sur les conseils de salaires.
-----	-------	---

DÉCISION : *Ordre du jour.*

23.	1533.	Par pétition datée de Sterpenich, le 17 décembre 1921, Le sieur Schreiber, Michel, à Sterpenich, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation du taux de la pension que lui sert une Compagnie d'assurances.
-----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
24.	1534.

Par pétition datée de Châtelet, le 8 décembre 1921,

Le conseil communal de Châtelet émet le vœu de voir accorder aux communes l'autorisation de voter des centimes additionnels au principal des impôts cédulaires de l'État et de décider qu'ils seront augmentés ou abaissés automatiquement suivant les nécessités de l'équilibre budgétaire indépendamment de la reprise par l'État de toutes les dettes de guerre des communes.

Décision : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner le projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes.

25.	1538.
-----	-------

Par pétition datée de Oudenburg, le 9 décembre 1921,

Le conseil communal de Oudenburg demande la révision de la loi sur la milice en ce qui concerne l'appel sous les drapeaux des instituteurs, principalement dans les régions dévastées.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

26.	1540.
-----	-------

Par pétition datée de Haine-Saint-Pierre, le 27 décembre 1921,

La dame Palmyre Garin, épouse Gaveriau, à Haine-Saint-Pierre, proteste contre la mise à la retraite de son mari.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

27.	1541.
-----	-------

Par pétition datée de Roulers, le 14 octobre 1921,

Le conseil communal de Ardoye demande :

1° la flamandisation de l'Université de Gand ;

2° la division de l'armée en unités flamandes et françaises.

Décision : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État.

28.	1543.
-----	-------

Par pétition de Aeltre, sans date,

Le secrétaire du « Katholiek Vlaamsch Verbond » de Aeltre demande la flamandisation de l'Université de Gand.

Même pétition du conseil communal de Meulebeke qui demande en outre :

1° la révision de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Numéros du feuill. ton.	Numéros du registre des pétitions.
-------------------------------	--

2° la division de l'armée en unités flamandes et françaises ;

3° que les jugements soient rendus en flamand dans les Flandres.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 29. | 1547. | Par pétition datée de Bruxelles, le 27 décembre 1921,
Le président de la Ligue wallonne de Schaerbeek demande la revision de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 30. | 1549. | Par pétition de Tirlemont, sans date,
La dame Van Hove, à Tirlemont, demande que le personnel enseignant de cette ville puisse toucher son traitement à date fixe. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 31. | 1550. | Par pétition datée de Bruxelles, le 21 janvier 1922,
Le Secrétaire général du Cercle de médecine et de pharmacie, à Bruxelles, demande la prorogation de la loi de 1919 sur la collation des grades académiques. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à cet objet.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 32. | 1551. | Par pétition datée de Bruxelles, le 29 décembre 1921,
Les Président et Secrétaire général de la Fédération Nationale des Combattants transmettent à la Chambre un ordre du jour des membres de la section de Gand qui demandent que les années passées à l'armée sur pied de guerre, par les agents des différentes administrations de l'État soient comptées doubles pour l'avancement. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 33. | 1553. | Par pétition datée de Courtrai, le 20 janvier 1922,
Le sieur Buyschaert, à Courtrai, sollicite l'intervention de la Chambre dans un différend avec son propriétaire. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

34.

1554.

Par pétition datée de Oostduinkerke, le 30 décembre 1921.

Le conseil communal de Oostduinkerke demande :

1° La réduction du temps de service militaire;

2° De hâter la flamandisation de l'Université de Gand;

3° La mise en liberté de tous les prisonniers politiques et militaires condamnés pendant la guerre.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.

35.

1555.

Par pétition datée de Schaffen, le 6 janvier 1922,

Les Président et Secrétaire du « Katholieke vlaamsche bond », de Schaffen, demandent :

1° La revision de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative;

2° La flamandisation de l'Université de Gand;

3° La division de l'armée en unités flamandes et françaises.

Même pétition du conseil communal de Werchter.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.

36.

1556.

Par pétition datée de Beveren-Waes, le 24 décembre 1922.

Le conseil communal de Beveren-Waes demande :

1° L'application stricte et intégrale de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative.

2° La flamandisation de l'université de Gand;

4° La division de l'armée en unités flamandes et françaises.

DÉCISION : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État.

37.

1557.

Par pétition datée de Oudecappelle, le 2 janvier 1922.

Le conseil communal de Oudecappelle demande la

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

flamandisation de l'université de Gand et le vote d'une loi d'amnistie pour les anciens combattants.

DÉCISION : Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 38. | 1558. | Par pétition datée d'Alost, le 3 janvier 1922.
Le conseil communal d'Alost prie la Chambre de voter encore pendant cette session, la flamandisation de l'université de Gand.
Même pétition des conseils communaux de Bruges, Rillaer, Syssele. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 39. | 1559. | Par pétition datée de Putte, le 22 décembre 1921.
Le conseil communal de Putte émet le vœu de voir prendre des dispositions pour que les chefs, à l'armée, connaissent tous les deux langues nationales. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 40. | 1561. | Par pétition datée d'Ensival, le 9 décembre 1921,
Le conseil communal d'Ensival émet le vœu de voir accorder aux communes l'autorisation de voter des additionnels aux taxes de l'Etat sur le revenu. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 41. | 1562. | Par pétition datée de Courcelles, le 17 décembre 1921,
Le conseil communal de Courcelles émet le vœu de voir ajouter à la loi sur les mines, article 16, un paragraphe ainsi conçu : « il sera créé une caisse de prévoyance et de consignation pour les dégâts miniers des charbonnages après leur mise en liquidation. L'organisation de cette caisse sera déterminée par un arrêté royal. » |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 42. | 1565. | Par pétition datée de Liège, le 10 janvier 1922,
Le secrétaire des groupements régionaux de Huy et de Liège de la Fédération nationale des Combattants émet le vœu de voir voter un projet de loi tendant à |
|-----|-------|--|

Numéros
du
feuilletton.

Numéros
du registre des
pétitions.

régulariser la situation des ascendants des anciens combattants et demande d'ordonner une enquête sur la reddition des places de Liège, Namur et Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

43. 1570. Par pétition sans date
Des habitants d'Anderlues, Mont-s/Marchiennes, Monceau-s/Sambre, Farciennes demandent le vote d'une loi autorisant l'incinération facultative des cadavres humains.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

44. 1572. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 janvier 1922,
Les président et secrétaire général de la Fédération Nationale des Combattants émettent le vœu de voir pensionner ou mettre en disponibilité les agents des administrations des hospices et de la bienfaisance en cas de fusion de celles-ci.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

45. 1574. Par pétition de Bastogne, le 28 janvier 1922,
Les sieurs Uldeling, Joseph, Lassine, Nicolas, et Delperdange, Nicolas, à Bastogne, qui se trouvaient sous les drapeaux pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871, sollicitent l'octroi d'un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

46. 1575. Par pétition datée d'Anvers, le 23 janvier 1922,
La dame De Jongh, Helena, maîtresse d'un cours de coupe, à Anvers, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'indemnités de vie chère auquel elle prétend avoir droit.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

(JANUARI 1922)

LIJST TOT OP 10 FEBRUARI 1922.

VERZOEKSCRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|-------|---|
| 1. | 1505. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel,
Verzoekt de heer E. Smits, te Brussel, de tussenkomst der Kamer in eene gerechtszaak. |
|----|-------|---|

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | | | |
|----|-------|---|
| 2. | 1506. | Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 27 November 1921,
Vraagt de heer De Schouwer, Pierre, gevangengehouden in de Centrale gevangenis, te Leuven, herziening van de veroordeeling tegen hem door een krijgsraad uitgesproken. |
|----|-------|---|

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | | | |
|----|-------|--|
| 3. | 1507. | Bij verzoekschrift uit Oud-Turnhout, gedagteekend 20 October 1921, |
|----|-------|--|

Vraagt de gemeenteraad van Oud-Turnhout de ver Vlaamsching der Gentsche Hoogeschool, de splitsing van het leger in Fransche en Vlaamsche eenheden, alsmede de herziening der militaire en politieke veroordeelingen.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Wijneghem.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.*

4. 1508. Bij verzoekschrift uit Pont-à-Celles, gedagteekend 5 November 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Pont-à-Celles de overneming door den Staat van de tijdens den oorlog door de gemeenten aangegane schulden.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Grivegnée.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

5. 1509. Bij verzoekschrift uit Seraing-sur-Meuse, gedagteekend 26 October 1921,

Uit de gemeenteraad van Seraing-sur-Meuse de volgende wenschen :

1^o) Intrekking van artikel 117 der Grondwet betreffende de betaling door den Staat van de jaarwedden en pensioenen aan de bedienaars der eerediensten ;

2^o) Weglating van de 9^{de} bepaling van artikel 69 der provinciale wet, waarbij ten laste der provinciën worden gelegd de uitgaven betreffende de kathedralen, de bisschoppelijke paleizen en de diocesane seminariën ;

3^o) Weglating van de 9^{de} en 13^{de} bepaling van artikel 131 der gemeentewet, waarbij ten laste van de gemeenten worden gelegd de toelagen aan de kerkfabrieken, enz.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

6. 1510. Bij verzoekschrift uit Berchem, gedagteekend 28 October 1921,
1545.

Vraagt de gemeenteraad van Berchem (Antwerpen) de vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool en de inrichting van gesubsidieerde Vlaamsche voorlezingen.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Eecloo.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

7. 1511. Bij verzoekschrift uit Londerzeel, gedagteekend 17 October 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Londerzeel de ver-
vlaamsching van de Gentsche Hoogeschool en de aan-
neming eener amnestiewet.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling
belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende
het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.*

8. 1512. Bij verzoekschrift uit Schaarbeek, gedagteekend 15 November 1921,

Verzoekt de heer Pauwels, Joseph, te Schaarbeek,
de tusschenkomst der Kamer om van het Ministerie van
Landsverdediging terugbetaling te bekomen van
onkosten veroorzaakt door een ongeval aan het front
overkomen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van
Landsverdediging.*

9. 1513. Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis-bij-Brussel, gedag-
1515. teekend 2 December 1921,

Verzoekt de heer Otte, Arthur, gevangengehouden
in de gevangenis van Sint-Gillis, zijne invrijheidstelling.

— Zelfde verzoekschrift vanwege de weduwe Guil-
laume Motte, geboren Bassilière, opgeslotene te Gheel.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

10. 1514. Bij verzoekschrift uit Dommartin (Saint-Georges-sur-
Meuse), gedagteekend 5 December 1921,

Verzoekt mevrouw weduwe Mousset-Burton, te
Dommartin, de tusschenkomst der Kamer om de uit-
betaling te bekomen van het tweede kwartaal van het
pensioen dat haar, in hare hoedanigheid van oorlogs-
weduwe, werd toegekend.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van
Landsverdediging.*

11. 1516. Bij verzoekschrift uit Etterbeek, gedagteekend 28 November 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Etterbeek herziening

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

van de wet tot regeling van het taalgebruik in bestuurszaken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.*

12. 1517. Bij verzoekschrift uit Flobecq-Bois, gedagteekend
1567. 10 December 1921,
1573.

Verzoekt de heer Maloise, Louis, te Flobecq-Bois, de tusschenkomst van de Kamer in eene erfeniszaak.

— Zelfde verzoekschrift vanwege Mevrouw Rosa Franklin, echtgenoot van Huyse, te Elsenne.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

13. 1518. Bij verzoekschrift uit Fontaine-l'Évêque, gedagteekend 10 December 1921,

Verzoekt mevrouw T'Sestigh, Georges, te Fontaine-l'Évêque, de tusschenkomst der Kamer om de uitbetaling te bekomen van het jaargeld tot onderhoud dat haar man, krachtens een vonnis, haar moet uitkeeren.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

14. 1519. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Quevaucamp, Vragen ingezetenen van Quevaucamp de intrekking der wet waarbij het gebruik van de talen in bestuurszaken wordt geregeld.

— Zelfde verzoekschrift vanwege inwoners van Auvélais, Bergen, Couillet, Charleroi, Châtelaineau, Courcelles, Genepiën, Gilly, Jemeppe-sur-Sambre, Jumet, Lodelinsart, Luttre, Marcinelle, Monceau-sur-Sambre, Mont-sur-Marchienne, Montignies, Moustier-sur-Sambre, Ransart en vanwege den Waalsch-Luxemburgschen kring van Charleroi.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.*

15. 1520. Bij verzoekschrift uit Dinant, gedagteekend 22 October 1921,
1538.

1537. Vraagt de gemeenteraad van Dinant herziening der
1565. wet van 1881 op het middelbaar onderwijs, wat betreft de uitgaven ten laste gelegd van de gemeenten die tot zetelplaats van een atheneum of van eene middelbare school dienen.

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

— Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Chimay, Fleurus, Florennes, Geldenaken, Hal, Hoei, 's Graven-Brakel, Sint-Truiden.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Leuven.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Houdeng-Aimeries.

— Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Aalst, Antwerpen en Ronsse.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

16. 1521. Bij verzoekschrift uit Paulaethem, gedagteekend
1523. 15 October 1921,
1527. Vraagt de gemeenteraad van Paulaethem de herziening van de wet op den alcohol.
1539. — Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden
1546. van Bavichove, Beez, Bersillies-l'Abbaye, Bilstain,
1548. Boninne, Borsbeke, Bossières, Bouchaute, Brussel,
1560. Brye, Buzet, Charleroi, Chaudfontaine, Ciney, Clemskerke, Clercken-Houthulst, Damme, Desselghem, Deurle, Ermeton-sur-Biert, Erpent, Erweteghem, Etichove, Fosse-sur-Salm, 's Graven-Voeren, Frasnes-lez-Gosselies, Gesves, Ginnée, Gosselies, Gonroux, Hasselt, Sint-Lievens-Hautem, Romeinsche-Heur, Hingeon, Hognoul, Hompré, Idderghem, Javingue-Sevry, Jemelle, Landeghem, Landelies, Lede, Leffinghe, Lemberge, Lobbes, Loncin, Marche-les-Dames, Melin, Moerkerke, Montegnée, Mont-Gauthier, Montigny-le-Tilleul, Monstier-sur-Sambre, Mozet, Namen, Naomé, Natoye, Nederbrakel, Neuville, Nieuw-Capelle, Nieuw-munster, Niverlée, Noville-les-Bois, Oost-Eceloo, Oude-Capelle, Ouffet, Ousselghem, Oyghem, Petigny, Polleur, Rollegghem, Saint-Amand (Henegouw), Saint-André, Saint-Eloy, Saint-Remy, Sint-Truiden, Santom, Selzaete, Senefse, Silenricux, Sinay, Sleydinge, Slype, Solré-Saint-Géry, Spontin, Steenkerke, Syssele, Temploux, Thielt, Thirimont, Thys, Vedrin, Viane, Villercille-le-Brayeux, Vinderhaute, Vlissegghem, Vorst, Vynckt, Wacken, Wacregghem, Wanlin, Zande, Zerkeghem, Zuyenkerke, en vanwege de Vereeniging der handelaars van Maugrétout, te La Louvière.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

17. 1522. Bij verzoekschrift uit Vilvoorde, gedagteekend
1524. 6 December 1921,
1531. Vraagt de gemeenteraad van Vilvoorde dat de dag
1542. van 11 November als Nationale feestdag wordt aange-
1544. zien, ter vervanging van dien van 4 Augustus.

— Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Borgerhout, Brussel, Lessen, Meenen en Oostende, alsmede van de afdeeling der « Fédération Nationale des Combattants » te Hornu.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

18. 1526. Bij verzoekschrift uit Gosselies, gedagteekend
9 December 1921,

Uit de gemeenteraad van Gosselies den wensch dat de gemeenten zouden gemachtigd worden het aantal opcentiemen van de belasting op de autorijtuigen te verhoogen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.

19. 1528. Bij verzoekschrift uit Sint-Ricquiers, gedagteekend
15 November 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Sint-Ricquiers : 1^o de vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool; 2^o de aanneming eener amnestiewet ten voordeele van de politieke veroordeelden en de oudstrijders.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

20. 1529. Bij verzoekschrift uit Webbekom, gedagteekend
21 October 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Webbekom de vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool.

— Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Evere en Iseghem. Deze laatste vraagt daarenboven : 1^o de herziening der wet op het gebruik der talen in bestuurszaken; 2^o de splitsing van het leger

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

in Vlaamsche en Fransche eenheden ; 5° dat, in Vlaanderen, de vonnissen in de Vlaamsche taal worden gewezen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

21. 1530. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 8 December 1921,

1536.
1532. Verzoeken de voorzitter en algemeene secretaris van den « Nationalen Bond der Strijders », te Brussel, de Kamer, de oudstrijders te ontheffen van het betalen der bedrijfsbelasting tot einde 1926.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den voorzitter en secretaris der Brugsche afdeeling van den Nationalen Bond der Oudstrijders, te Brugge, en den voorzitter en secretaris der afdeeling van den Nationalen Bond der Oudstrijders, te Rousselaere.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

22. 1532. Bij verzoekschrift uit Sint-Niklaas, gedagteekend 14 November 1921,

Verzoeken de voorzitter en secretaris der « Vereeniging van Hout- en Bouwwerkers », te Sint-Niklaas, de Kamer, het wetsvoorstel op de loonraden te willen aannemen.

BESLUIT : Dagorde.

23. 1533. Bij verzoekschrift uit Sterpenich, gedagteekend 17 December 1921,

Verzoekt de heer Schreiber, Michel, te Sterpenich, de tussenkomst van de Kamer tot het bekomen van een hooger pensioensbedrag vanwege eene Verzekeringsmaatschappij.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

24. 1534. Bij verzoekschrift uit Châtelet, gedagteekend 8 December 1921,

Uit de gemeenteraad van Châtelet den wensch, dat aan de gemeenten machtiging zou verleend worden

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

om opeentiemen te stemmen van de hoofdsom der cedulaire belastingen van den Staat en te beslissen dat zij automatisch zullen verhoog of verlaagd worden volgens dat het evenwicht der begroting zulks vereischt en onverminderd de overneming door den Staat van al de oorlogsschulden der gemeenten.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.

23. 1538. Bij verzoekschrift uit Oudenburg, gedagteekend 9 December 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Oudenburg de herziening van de militiewet, voor wat betreft het onder de wapens roepen van de onderwijzers, inzonderheid in de verwoeste gewesten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

26. 1540. Bij verzoekschrift uit Haine-Saint-Pierre, gedagteekend 27 December 1921,

Teekent mevrouw Palmyre Garin, echtgenoot Gaveriau, te Haine-Saint-Pierre, verzet aan tegen het op pensioenstellen van haar man.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Openbare Werken.

27. 1541. Bij verzoekschrift uit Rousselaere, gedagteekend 14 October 1921,

Vraagt de gementeraad van Ardoye :

1^o De vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool;

2^o De splitsing van het leger in Vlaamsche en Waalsche eenheden.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling, belast met onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

28. 1543. Bij ongedagteekend verzoekschrift uit Aaltere,
Vraagt de secretaris van het « Katholiek Vlaamsch Verbond, van Aaltere de vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Menlebeke, die daarenboven vraagt :

1^o De herziening der wet op het gebruik der talen in bestuurszaken ;

2^o De splitsing van het leger in Vlaamsche en Waalsche eenheden ;

3^o Dat, in Vlaanderen, de vonnissen in de Vlaamsche taal worden gewezen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.*

29. 1547. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 27 December 1921,

Vraagt de voorzitter van de « Ligue wallonne », te Schaarbeek, de herziening van de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.*

30. 1549. Bij ongedagteekend verzoekschrift uit Thienen, Vraagt mevrouw Van Hove, te Thienen, dat het onderwyzend personeel dezer stad op een vasten datum zijn wedde zou uitbetaald krijgen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

31. 1550. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 21 Januari 1922,

Vraagt de algemeene Secretaris van den « Cercle de médecine et de pharmacie », te Brussel, de verlenging der wet van 1919 op het begeven der academische graden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het desbetreffend wetsontwerp.*

32. 1551. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 29 December 1921,

Maken de Voorzitter en algemeene Secretaris van het « Nationaal Strijdersverbond » aan de Kamer eene motie over van de leden der afdeeling Gent, waarbij gevraagd wordt dat de jaren, welke de beambten van

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

de onderscheidene Staatsdiensten hebben doorgebracht in het leger op voet van oorlog, voor hunne bevordering voor het dubbele zouden gelden.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Eersten Minister, Minister van Financiën.

53. 1353. Bij verzoekschrift uit Kortrijk, gedagteekend 20 Januari 1922,

Verzoekt de heer Buyschaert, te Kortrijk, de tusschenkomst van de Kamer in een geschil met zijn eigenaar.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

34. 1354. Bij verzoekschrift uit Oost-Duinkerke, gedagteekend 30 december 1921,

Vraagt de gemeenteraad van Oost-Duinkerke :

1° De verkorting van den militairen dienstdienst;

2° De bespoediging van de vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool;

3° De invrijheidstelling van al de politieke en militaire gevangenen, onder den oorlog veroordeeld.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

35. 1355. Bij verzoekschrift uit Schaffen, gedagteekend 6 Januari 1922,

Vragen de Voorzitter en Secretaris van het « Katholiek Vlaamsch verbond », te Schaffen :

1° De herziening van de wet tot regeling van het gebruik der talen in bestuurszaken;

2° De vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool;

3° De splitsing van het leger in Vlaamsche en Waalsche eenheden.

— Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Werchter.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

36. 1556. Bij verzoekschrift uit Beveren-Waas, gedagteekend 24 December 1921,
Vraagt de gemeenteraad van Beveren-Waas :
1^o De strenge en onverkorte toepassing van de wet tot regeling van het gebruik der talen in bestuurszaken;
2^o De vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool;
3^o De splitsing van het leger in Vlaamsche en in Waalsche eenheden.
BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.
37. 1557. Bij verzoekschrift uit Oudecapelle, gedagteekend 2 Januari 1922,
Vraagt de gemeenteraad van Oudecapelle de vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool en de aanneming eener amnestiewet ten bate der Oudstrijders.
BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.
38. 1558. Bij verzoekschrift uit Aalst, gedagteekend 3 Januari 1922,
— Verzoekt de gemeenteraad van Aalst de Kamer, nog in dit zittingsjaar, de vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool aan te nemen.
Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Brugge, Rillaer, Syssele.
BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende het gebruik der talen in de Staatshoogescholen.
39. 1559. Bij verzoekschrift uit Putte, gedagteekend 22 December 1921,
Uit de gemeenteraad van Putte den wensch, dat maatregelen worden genomen opdat de legeroversten, allen, beide landstalen zouden kennen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.
40. 1561. Bij verzoekschrift uit Ensival, gedagteekend 9 December 1921,
Uit de gemeenteraad van Ensival den wensch, dat

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

de gemeenten gemachtigd worden om opcentiemen te stemmen van de Staatsbelastingen op het inkomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

41. 1862. Bij verzoekschrift uit Courcelles, gedagteekend 17 December 1921,

Uit de gemeenteraad van Courcelles den wensch, dat aan artikel 16 der wet op de mijnen een lid worde toegevoegd luidende : « Er wordt eene voorzorgs- en consignatiekas tot stand gebracht voor de mijnschade der steenkolenmijnen, nadat zij in vereffening zijn gesteld. De inrichting van deze kas wordt bepaald bij Koninklijk besluit. »

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

42. 1868. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 10 Januari 1922,

Uit de secretaris der gewestelijke groepeerings Hœi en Luik van het Nationaal Strijdersverbond den wensch, dat een wetsontwerp worde aangenomen, strekkende om den toestand van de bloedverwanten in de opgaande linie der oudstrijders te regelen, en vraagt een onderzoek te doen instellen nopens de overgave der vestingen Luik, Namen en Antwerpen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

43. 1870. Bij ongedagteekend verzoekschrift,

Vragen ingezetenen van Anderlues, Mont-sur-Marchiennes, Monceau-sur-Sambre, Farciennes, dat eene wet worde aangenomen toelatende de willekeurige verbranding der menschenlijken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

44. 1872. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 Januari 1922,

Uit de voorzitter en algemeene secretaris van het Nationaal Strijdersverbond den wensch, dat de

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

beambten van de besturen der godshuizen en der weldadigheid, ingeval deze versmolten worden, gepensionneerd of beschikbaar gesteld zouden worden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

45. 1574. Bij verzoekschrift uit Bastenaken, gedagteekend 28 Januari 1922,

Vragen de heeren Uldeling, Joseph, Lassine, Nicolas, en Delperdange, Nicolas, te Bastenaken, — die gedurende den Fransch-Duitschen oorlog 1870-1871 onder de wapens waren, — dat hun een onderstand worde verleend.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.*

46. 1575. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 23 Januari 1922,

Vraagt mevrouw De Jongh, Helena, meesteres van een knipleergang, te Antwerpen, de tussenkomst van de Kamer, om te bekomen dat de duurtetoeslagen, waarop zij beweert recht te hebben, haar worden uitbetaald.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.*
